

## Industrie pharmaceutique

# Amip: Ce que prépare la nouvelle équipe

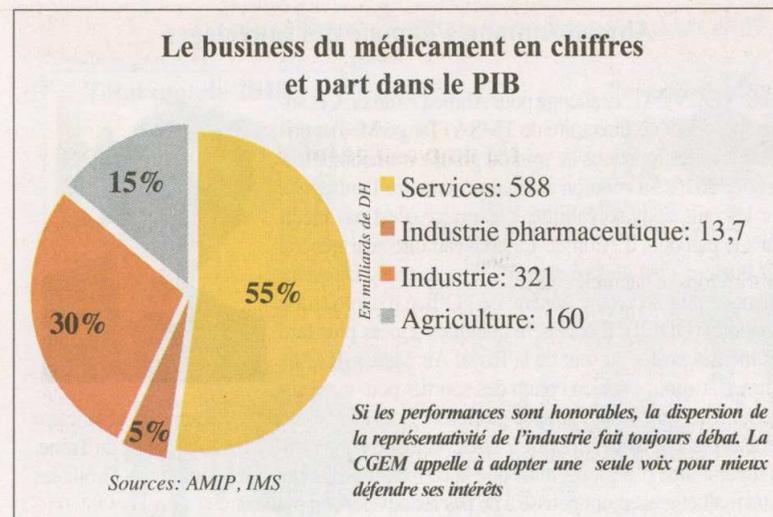
• 14 milliards de DH de chiffre d'affaires en 2015 dont 1 milliard à l'export

• Des synergies pour atteindre la taille critique en Afrique

APRÈS la transition générationnelle à l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (Amip), la rupture sera aussi dans la méthode. Cette réorientation s'opère déjà. L'industrie du médicament ne veut plus apparaître divisée, même si tout prête plutôt au contraire: trois associations se partagent la représentativité de l'industrie. Le secteur veut aussi se réapproprier sa place dans la valeur ajoutée industrielle du Royaume.

La finalisation des contrats de performance avec l'Etat en est la bonne amorce.

Pour rappel, les chiffres sont parlants: plus de 11 milliards de DH de chiffre d'affaires sur les 10 prochaines années, pour 440 milliards de DH d'investissement. Les Pharma Days, tenues vendredi 8 avril, n'ont pas connu d'annonces particulières. Si ce n'est le bis repetita des problématiques actuelles et des ambitions de croissance de l'industrie. L'événement aura par ailleurs servi à la remobilisation des acteurs nationaux autour d'intérêts communs, et offert l'opportunité d'une première sortie au nouveau président de l'association, Cheikh Ayman Lahlou. Le nouveau pilote de l'Amip dresse l'inventaire: «L'industrie compte 46



établissements industriels pour 40.000 emplois dont 10.000 directs et un chiffre d'affaires de 13,7 milliards de DH en 2015».

L'an dernier, le secteur pharmaceutique privé a connu une croissance de 2,4% en unités écoulées et de 1% en valeur. La baisse des prix des médicaments n'a visiblement pas eu l'effet escompté sur les volumes écoulés, ni sur la dépense moyenne annuelle de médicaments du Marocain. Cet indicateur est encore de 400 DH -soit 1,1 dirham/habitant/jour - contre 700 DH pour le secteur des télécoms. «Les raisons sont multiples: le pouvoir d'achat, la couverture médicale en cours de généralisation et le manque d'information», explique-t-on auprès de la corporation. Par ailleurs, la valeur ajoutée réalisée par l'industrie a été de 4,6 milliards de DH en 2014, dont 85% par les membres de l'Amip. Le secteur phar-

maceutique reste aussi un bon contributeur fiscal avec 416 millions de DH, dont 86% versés par les opérateurs nationaux.

Les indicateurs sont encourageants, mais les contraintes, qui gênent le plein potentiel de l'industrie, sont multiples. Il s'agit d'abord du délai d'octroi des AMM. «Une réduction de ce délai nous aiderait à être plus compétitifs à l'export, pour proposer plus de choix thérapeutiques» sur les marchés nationaux et étrangers. Ensuite, la nécessité, pour les pouvoirs publics, d'appuyer la R&D et le marché du générique sont aussi parmi les enjeux de la feuille de route du nouveau bureau de l'Amip.

Sur cette dernière filière, notamment, les industriels sont loin du satisfecit. Le Maroc consomme encore très peu de médicaments génériques, soit seulement 30% de la consommation

globale en médicaments. A titre comparatif, ce chiffre dépasse 80% aux Etats-Unis et au Canada. Les professionnels évoquent le «manque d'une politique publique franche d'encouragement de la filière», ainsi qu'un «dénigrement» et un déficit d'information sur les avantages du générique.

Le ministre de la Santé, Houssein El Ouadi, n'a pourtant pas raté l'occasion pour réitérer les objectifs de l'Etat de généralisation de la couverture santé universelle à l'horizon 2020. Le ministre a aussi annoncé que les anticancéreux seront bientôt produits localement.

En attendant que tout cela prenne, le secteur veut consolider ses orientations à l'export. L'industrie n'exporte encore que 10% de sa production, dont plus de 90% expédiés sur les marchés subsahariens en 2015. En valeur, cela correspond à un chiffre d'affaires qui frôle le milliard de DH. «Une part de 16% des exportations pharmaceutiques est acheminée directement vers l'Afrique.

Le plus gros passe par l'Europe», apprend-on auprès de l'Amip. Sur ce créneau, l'autre défi sera de promouvoir les regroupements, «indispensables et nécessaires pour atteindre la taille critique» sur les marchés subsahariens, en l'occurrence.

La cure de jouvence est bien partie chez les industriels nationaux du médicament. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com